



COLLECTIF DES ORIGINAIRES DE L'OUTRE-MER

POURQUOI LA CGT N'EST PAS INVITEE AUX ETATS GENERAUX DE L'HEXAGONE

Elle est solidaire des collectifs de luttes des peuples de l'Outre-Mer

Elle réclame l'application des engagements pris dans les accords en Outre-Mer avec ces collectifs (LKP, COLLECTIF DU 05 FEVRIER, COSPAR)

Elle exige l'ouverture de négociations avec le gouvernement et le patronat pour satisfaire les revendications qui s'expriment massivement dans l'Hexagone

EN FINIR AVEC LES DISCRIMINATIONS !!!!

30 ans après le début du BUMIDOM, rien n'a fondamentalement changé dans la vie des Originaires.

Ils subissent les problèmes du logement, de l'emploi, de la formation, des inégalités dans la promotion sociale, la xénophobie.

Ils restent dans les zones des basses catégories professionnelles et des bas revenus.

L'accès à élites ne saurait masquer la réalité d'une écrasante majorité d'Originaires.

Loin de répondre aux attentes de cette population les employeurs principalement publics, dont l'Etat, refusent de prendre en compte leurs revendications et poursuivent la remise en cause du Congé Bonifié, des primes de vie chère et n'apportent aucune solution durable pour une tarification sociale des voyages en Outre-Mer.

**Depuis 20 ans la CGT a déposé sa charte revendicative.
Force est de constater que rien n'a changé.**

**Pire, le Gouvernement en liaison avec le patronat et sa majorité parlementaire entreprennent la casse des droits acquis,
Exemple : Suppression de la prime de vie chère aux retraités agents publics de l'Outre-Mer,
Suppression du congé bonifié aux agents transférés dans les collectivités territoriales.**

Dans ces conditions les Etats Généraux sont un trompe l'œil. Chacun sait que le Gouvernement actuel rejette toutes négociations avec les Syndicats.

QUE VEUT LA CGT ?

L'application immédiate du congé bonifié à tous les salariés originaires.

Une intervention de suite du Gouvernement pour le faire appliquer à tous les agents publics.

Une amélioration des dispositions de ce congé, avec la suppression des clauses restrictives.

Le Délégué Interministériel est parfaitement informé de cette revendication

Une tarification sociale des voyages dans les Départements d'Outre-Mer est indispensable.

Ceci nécessite une véritable maîtrise par l'Etat des flux aériens et du coût réel du voyage.

La part exorbitante des taxes sur le prix du billet d'avion est connue par tous.

C'est pourquoi la CGT propose la mise en place d'un outil public de régulation, une meilleure desserte des territoires concernés, avec une réelle prise en charge financière par l'Etat.

La tarification sociale doit être comprise comme une réparation des difficultés que subissent les Originaires déplacés, ceci peut aller pour des familles jusqu'à la gratuité.

Des subventions d'Etat doivent être accordées en compensation aux collectivités territoriales locales.

La CGT se prononce pour le maintien des primes de vie chère et leur extension à tous les agents publics dans l'attente d'une baisse réelle du coût de la vie en Outre-mer qui frappe les populations.

Si elle est d'accord pour revoir le dispositif de l'indemnité temporaire de retraite, pour réduire les inégalités de traitement (Chasseurs de Primes), elle réclame la continuité d'un versement pour tous les retraités, dans l'attente d'un règlement de la situation actuelle.

La CGT revendique le versement des indemnités d'éloignement à tous les agents publics recrutés dans l'hexagone et en Outre-Mer.

LE RETOUR AU PAYS

Le retour au pays dans de bonnes conditions est une exigence.

Beaucoup d'originaires de l'hexagone ne peuvent faire face financièrement à l'installation dans le territoire d'origine compte tenu des capacités sociales d'accueil et de la spéculation immobilière des sols.

Il est inacceptable qu'après des décennies de travail, ceux que l'on a fait venir dans l'hexagone et qui ont rendu des services à la nation ne puissent finir leurs jours dignement sur le sol natal.

La CGT demande aux collectivités publiques de prendre rapidement en charge les mesures d'accompagnement avec les moyens nécessaires pour une aide efficace afin de leur permettre de faire face à toutes les contraintes.

CE N'EST LA QU'UNE PARTIE PRIORITAIRE DES REVENDEICATIONS DE LA CGT

C'est pourquoi elle invite les Originaires à débattre au prochain meeting de rentrée sociale de la CGT le 17 SEPTEMBRE 2009 à la BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS, MERO REPUBLIQUE, A PARTIR DE 13H30

Elle les appelle à venir manifester avec toutes les organisations syndicales, le samedi 13 Juin 2009 de BASTILLE à MONTPARNASSE, à partir de 14H00